

Le défi politique  
de l'économie sociale  
et solidaire

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

Georgia Bekridaki  
Philippe Corcuff  
Éric Dacheux  
Hervé Defalvard  
Timothée Duverger  
Laurent Gardin  
Patrick Gianfaldoni  
Daniel Goujon  
Isabelle Hillenkamp  
Jean-Louis Laville  
Jeová Torres Silva Junior  
Ariadne Scalfoni Rigo

Sous la direction de  
Melaine Cervera  
Vincent Lhuillier

# Le défi politique de l'économie sociale et solidaire

Controverses théoriques  
et radicalités pratiques

Ouvrage publié avec le soutien de l'université de Lorraine,  
laboratoire Territoires, travail, âges et santé (TETRAS),  
du Centre de recherche expertise arts et transitions (CREAT)  
et Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire (RIUESS)

Conception de la couverture :  
Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2026  
CF - ISBN PDF : 978-2-7492-8613-6  
Première édition © Éditions érès 2026  
33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France  
[www.editions-eres.com](http://www.editions-eres.com)



Partagez vos lectures et suivez l'actualité des **éditions érès** sur les réseaux sociaux



Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790. (Nouvelle rédaction du 02/02/2026).

# Table des matières

## INTRODUCTION

*Melaine Cervera, Vincent Lhuillier*..... 7

## I

### Dépasser la vision économiciste

1. ÉCONOMIE SOLIDAIRE POLITIQUE VERSUS  
ÉCONOMIE SOCIALE D'ENTREPRISE :  
DEUX CONCEPTIONS ANTAGONISTES ?  
*Laurent Gardin, Patrick Gianfaldoni*..... 27
2. RÉENCASTRER L'ÉCONOMIE DANS LES TERRITOIRES :  
LA RÉGULATION COOPÉRATIVE AU SERVICE DU BIEN  
COMMUN  
*Timothée Duverger*..... 49
3. VERS UNE ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE  
DE TRANSFORMATION  
*Georgia Bekridaki*..... 71

4. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU-DELÀ DE LA QUESTION DU TRAVAIL <i>Jean-Louis Laville, Ariádne Scalfoni Rigo, Jevó Torres Silva Junior</i> .....	93
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## II

### S'arrimer à d'autres pensées de la radicalité

5. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LA TENSION ENTRE (AUTO)CRITIQUE SOCIALE ET ÉMANCIPATION : INSTITUTIONNALISATION, IMAGINAIRE ÉMANCIPATEUR ET PRAGMATISME LIBERTAIRE <i>Philippe Corcuff</i> .....	129
6. LE PROJET POLITIQUE DE L'ESS À L'HORIZON DE LA SOCIÉTÉ DU COMMUN <i>Hervé Defalvard</i> .....	157
7. ROMPRE AVEC LE PRODUCTIVISME : POUR LA CONSTRUCTION DE DÉSACCORDS FÉCONDS ENTRE DÉLIBÉRALISME ET APPROCHES PAR LE COMMUN ET LE VIVANT <i>Éric Dacheux, Daniel Goujon</i> .....	179

**III**  
**Ancrer les communautés**  
**autosuffisantes et la réciprocité**  
**dans la radicalité**

8. L'APPORT DES APPROCHES PAR LE VIVANT AU PROJET POLITIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, ET RÉCIPROQUEMENT <i>Melaine Cervera, Vincent Lhuillier</i> .....	203
9. ÉCONOMIE SOLIDAIRE ET REPRODUCTION DE LA VIE : UN CADRE D'ANALYSE SUD-NORD <i>Isabelle Hillenkamp</i> .....	233
10. ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : L'APPORT DES ÉMERGENCES ET L'IMPORTANCE D'UN DIALOGUE NORD-SUD <i>Jean-Louis Laville</i> .....	263
CONCLUSION <i>Melaine Cervera, Vincent Lhuillier</i> .....	303
PRÉSENTATION DES AUTEURS ET AUTRICES.....	323

Melaine Cervera  
Vincent Lhuillier

## Introduction

Face à l'urgence des défis écologiques, sociaux et économiques, il est grand temps de réinterroger l'économie sociale et solidaire (ESS) sur son projet politique, dans un contexte d'extrême-droïtisation des gouvernements et des sociétés<sup>1</sup>, d'accroissement des souffrances sociales comme des injustices environnementales, et d'intensification du capitalisme carnassier. Ce tableau potentiellement désespérant nécessite en effet la définition collective d'autres réponses politiques aux crises, perspective qu'avaient historiquement ouvertes les réflexions et les pratiques à l'origine de l'économie sociale au XIX<sup>e</sup> siècle. Surtout, alors que l'ESS a fait l'objet d'une loi aux effets structurels en France, en 2014, on ne peut que constater les tentatives permanentes pour rabattre son projet politique sur celui du néolibéralisme<sup>2</sup>.

---

1. L. Boltanski, A. Esquerre, *Vers l'extrême. Extension du domaine de la droite*, Bellevaux, éd. Dehors, 2014.

2. Précisons d'emblée ce que nous entendons par « néolibéralisme ». Il s'agit ainsi de désigner trois tendances : premièrement, le néolibéralisme en tant que tel qui conduit à imposer le marché par les politiques publiques, y compris dans des domaines où il n'existait pas encore, tout en l'articulant à la redistribution désormais massivement ouverte aux entreprises capitalistes ; deuxièmement,

Dix ans après la loi, la tendance en France comme en Europe et à l'international est clairement celle de l'entrepreneuriat social réduit à un projet de moralisation du capitalisme, en articulant les vertus morales de l'ESS à l'efficacité du marché. Il s'agit désormais de faire la jonction entre cette ESS d'insertion durable et les incantations à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et aux investissements socialement responsables (ISR).

Pourtant, partout et sur tous les territoires émergent ou se maintiennent des sursauts citoyens développant leurs pratiques dans des dynamiques réciprocitaires renouvelées et réinventées : formes diverses de circuits courts et d'auto-production dans une optique de décroissance et/ou d'accès à l'alimentation durable des plus fragiles, dont les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) sont la manifestation la plus populaire ; coopératives de production et d'entrepreneuriat collectif (coopérative d'activité et d'emploi – CAE, société coopérative d'intérêt collectif – SCIC, nouvelles dynamiques associatives et formes hybrides) ; monnaies locales ; finances solidaires ; initiatives promouvant la gratuité ; pratiques d'échanges à prix libres et de rémunérations à logiques contributives ; ou encore, associations de défense des migrants, habitats participatifs, communautaires ou collectifs, ou espaces d'habitats autoconstruits et mouvements d'occupation des terres..., les initiatives

---

l'idéologie entrepreneuriale qui fait de l'entreprise l'alpha et l'oméga de tous les problèmes politiques et conduit à ouvrir des pans entiers de l'économie aux entreprises capitalistes ; troisièmement, le *new public management* qui impose depuis les années 1980 de manière progressive aux administrations et aux acteurs de l'ESS des nouveaux modes de gestion conduisant à adopter ceux des entreprises capitalistes et des logiques de quasi-marchés concurrentiels pour réguler leurs relations.

« alternatives » se régénèrent selon des principes d'éducation populaire radicalisés, puisant leurs sources, pour certaines, dans des résurgences des années 1970<sup>3</sup>.

Poser la question du projet politique de l'ESS en prenant au sérieux ce qui fonde ses pratiques alternatives revient à interroger les futurs désirables et les récits qu'il est possible de formuler pour les voir advenir, particulièrement en matière écologique. En effet, les questions écologiques sont désormais au cœur de nombre d'initiatives citoyennes – autour, par exemple, des coopératives d'énergie renouvelable, des dynamiques de tiers-lieux et des communautés de *makers*, ou de manière plus militante par les opérations de désobéissance civile. Pour certains mouvements écologistes et environnementaux, il s'agit de désarmer les modes de production capitalistes, ou encore de questionner le rôle des sciences dans le développement industriel<sup>4</sup>, le caractère toxique du capitalisme et la construction d'infrastructures néfastes qui portent atteinte au vivant, et de le défendre de manière pacifiste et organisée. Ainsi, la décroissance et les mots d'ordre altermondialistes semblent, vingt-cinq ans après leur essor, d'une actualité brûlante<sup>5</sup>. Associer les questions de subsistance et de

---

3. Que l'on pense à la pérennisation des fermes Longo Maï en France, en Autriche ou encore en Ukraine, aux logiques du théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal ou encore à la mise en ligne en 2023 du premier numéro de la revue *Le sauvage* de 1973, qui témoignent de ce renouveau des questionnements post-68.

4. Certains plaident pour la « décroissance » pour trouver une manière de ralentir la production scientifique, afin de l'orienter davantage dans un cadre démocratique Cf. N. Chevassus-au-Louis, *Décroissance*, Paris, Agone, 2025.

5. Le festival *Les résistantes* sur le Larzac début août 2023 et dans l'Orne début août 2025 illustre cette nouvelle convergence politique, en ajoutant aux débats la question des identités et des minorités, des violences de genre et de l'antispécisme à travers le rassemblement des acteurs et actrices des luttes locales. À cet égard, l'actualité des enjeux féministes et des approches en termes

préservation de la planète est encore au cœur des dynamiques émergentes, qui s'attachent à définir de nouvelles modalités d'habitabilité du monde dans les ruines – et les déchets – du capitalisme<sup>6</sup> et à dénoncer le lien entre domination sur la nature et domination masculine<sup>7</sup>.

Mais si une grande partie de ces initiatives adopte clairement un statut juridique de l'ESS, toutes ne se revendiquent pas de cet imaginaire, comme si désormais l'ESS n'était plus à même de penser et de représenter en pratique une alternative suffisamment forte pour relever les défis contemporains, notamment écologiques ; comme si son projet politique s'était éloigné du futur désirable que ces expérimentations souhaitent voir advenir. Pourtant, les acteurs de l'ESS ont contribué à refonder notre relation à l'économique, et à en faire l'objet d'un débat politique à même de nourrir la réflexion sur la dimension écologique et sa nécessaire articulation à la dimension économique et sociale.

d'inégalité ou de violence de genre et de race atteste d'un nouveau souffle politique à travers une nébuleuse associative qui contribue à politiser les questions économiques. Voir aussi : S. Bulle, « Le renouvellement du mouvement social. De l'altermondialisme aux luttes terrestres », dans *Sociologie du conflit*, Paris, Armand Colin, 2021, p. 163-172.

6. Vivre dans les ruines du capitalisme pose des questions redoutables quand il s'agit, au niveau planétaire, de considérer la masse de matière plastique existante que l'on ne cesse de produire, ou encore quand il s'agit d'enfouir en profondeur les déchets nucléaires et de vivre avec eux. Voir, par exemple E. Bonnet, D. Landivar, A. Monnin, *Héritage et fermeture. Pour une écologie du démantèlement*, Paris, Divergences, 2021 ; ou A.L. Tsing, *Le champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond », 2017 ; ou encore M. Diaw, V. Deldrève, « Environnement ou emploi ? Enquête sur l'écologisme ouvrier dans l'usine d'Alteo Gardanne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 256, n° 1, 2025, p. 4-21.

7. G. Berlantini, « Économies, ontologies, écologies : l'approche pluraliste du "féminisme de subsistance" », *Critique*, vol. 922, n° 3, 2024, p. 195-209.

## UN PROJET POLITIQUE

D'un point de vue théorique, les débats sur le projet politique de l'ESS en France gravitent désormais autour d'un axe qui sépare une ESS alternative et émancipatrice et une ESS réparatrice et palliative sous pression isomorphe ; ou encore, des dynamiques instituanes citoyennes et des régulations instituées inspirées par l'imaginaire néolibéral qui se traduisent, notamment, par des pratiques intensifiées de nouvelle gestion publique. Or, la montée en puissance des thématiques de l'entreprise sociale, de l'entrepreneuriat social, voire du *social business* et de l'investissement à impacts, masque l'hétérogénéité de l'ESS et de ses acteurs tout en réduisant le projet émancipateur porté par une partie de l'ESS à sa seule finalité sociale, voire environnementale<sup>8</sup>. Cette uniformisation latente doit être interrogée car c'est elle qui est invoquée par une partie de ces nouvelles initiatives pour révoquer l'ESS comme projet politique désirable.

Ainsi en est-il en partie de la sociologie critique traditionnelle qui décline une sociologie du travail et de l'emploi associatif. Les structures de l'ESS (les initiatives solidaires tout autant que les mastodontes du social et du médico-social) à l'instar de l'entreprise privée capitaliste, exerceraient leur domination sur les travailleurs (associatifs en l'occurrence), à laquelle viendraient s'ajouter l'instrumentalisation du bénévolat – donc l'exploitation – et la délégitimation du rôle de l'État dans la satisfaction de l'intérêt général. La critique

---

8. M. Cervera, V. Lhuillier, *L'économie solidaire face au tournant entrepreneurial. Le cas du Luxembourg*, Éditions et presses universitaires de Reims, coll. « Ressor », 2025. Voir aussi : collectif RIUESS-MSE, *Revisiter les modèles socio-économiques associatifs. Historicité, réciprocité, territorialité, activité*, Lormont, Le bord de l'eau, 2025.

classique appréhende ainsi les acteurs, et en particulier ceux se réclamant de l'ESS, comme soumis à leurs illusions<sup>9</sup>.

Au demeurant, l'analyse des coopératives n'a pas non plus et pour l'essentiel réussi à dépasser les questions d'organisation du travail et de fonctionnement productif, au détriment de la définition d'objectifs politiques élargis, y compris au-delà de leurs frontières identitaires. De même, si le plan d'action européen en faveur de l'ESS de 2021 se réclame de l'approche du réseau Émergence de l'entreprise sociale (EMES), dont on peut considérer qu'elle s'inscrit peut-être plus directement dans celle des coopératives, ces réflexions théoriques n'ont pas permis de faire sortir de l'ombre la question de la gouvernance – ou plutôt du gouvernement – des entreprises sociales et de leurs projets politiques, réduite à celle du dialogue social et du management participatif. Surtout, leur projet politique est rabattu sur celui de l'efficacité économique, entendue comme un objectif de production de services à dimension sociale ou environnementale, encadrée par une certaine limitation des profits et, en partie au moins, autofinancée sur le marché.

De manière plus ambitieuse, la mobilisation de l'approche socio-économique polanyienne et des travaux de l'école substantiviste a permis de questionner l'hégémonie culturelle du capitalisme et son corollaire, la société de marché promue par l'État néolibéral, sans toutefois parvenir à empêcher l'intensification des processus de marchandisation, qui conduisent, bon gré mal gré, au « chacun étranger à tous » que redoutait Jean-Pierre Dupuy il y a une quinzaine

---

9. L. Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2009.

d'années<sup>10</sup>. La société de marché conduirait-elle une nouvelle fois, comme l'avait démontré Karl Polanyi pour les totalitarismes du xx<sup>e</sup> siècle, à de nouveaux autoritarismes, à l'image de l'infléchissement des orientations politiques internationales de ces dix dernières années ?

Il y a donc une importance particulière à penser aujourd'hui les projets politiques de l'ESS. Or, deux siècles après ses prémices, que reste-t-il des initiatives solidaires à l'heure du tout-marché et de l'État néolibéral ? Comment les conceptualiser et avec quel appareillage théorique ? Les ambitions passées de l'ESS, liées à la recherche d'alternatives socio-économiques et politiques crédibles au capitalisme sont-elles encore aujourd'hui formulées ? Si ces enjeux ont certes été travaillés par le monde de la recherche, la réflexion se porte plutôt désormais sur la question du passage à l'échelle des structures de l'ESS, sans pour autant donner des pistes de réponse convaincantes – les choix des gouvernements, au moins depuis 2017 en France, ont conduit à privilégier l'entreprise à impacts, favorisant ainsi les grands groupes d'ESS. Repolitiser les débats sur l'économie reste donc un objectif d'autant plus urgent que l'évaluation de la pertinence de l'ESS est sans cesse rabattue, dans l'imaginaire collectif, sur la question de sa viabilité économique marchande et sur sa capacité à créer massivement des emplois.

---

10. J.-P. Dupuy, *L'avenir de l'économie*, Paris, Flammarion, 2012. De manière plus optimiste, Bruno Frère et Jean-Louis Laville, après être repartis de la deuxième école de Francfort, renforcent la critique du capitalisme à partir de l'ESS en articulant les apports de Bruno Latour, de Luc Boltanski et de Boaventura de Sousa Santos. B. Frère, J.-L. Laville, *La fabrique de l'émancipation. Repenser la critique du capitalisme à partir des expériences démocratiques, écologiques et solidaires*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 2022.

Or, la dimension politique de l'ESS peut être repérée à différents niveaux. Ainsi, le sujet politique est souvent abordé sous l'angle des processus de co-construction de l'action publique, alliant action des pouvoirs publics et action des citoyens organisés. C'est notamment avec et sur les territoires que des coopérations (en particulier avec les pôles territoriaux de coopération économique – PTCE) se déploient, les territoires<sup>11</sup> et leurs « liens translocaux<sup>12</sup> » paraissant un terrain fertile pour politiser les débats sur l'économie, en envisageant potentiellement des alliances avec d'autres structures. Le projet politique peut aussi viser les instances de la démocratie représentative et, dans ce cas, l'ESS s'organise comme groupe de pression auprès des gouvernants, des députés et des représentants locaux concernés<sup>13</sup>. Sans les négliger totalement dans cet ouvrage, nous nous intéresserons plutôt aux projets politiques de l'ESS incarnés par des *praxis* instituantes<sup>14</sup> dans la mesure, notamment, où ces pratiques sont prises pour objet dans l'espace des controverses théoriques et académiques. En effet, telle et telle approche théorique n'induisent pas les mêmes projets politiques : différents mondes existent et sont possibles, de celui de la Bourse à celui des Zones à défendre

---

11. P. Gianfaldoni, N. Richez-Battesti, L. Fraisse (sous la direction de), *Quand l'économie sociale et solidaire fait territoire*, Éditions universitaires d'Avignon, coll. « En-Jeux », 2024.

12. E. Bucolo, G. Fontaine, H. Defalvard, *Territoires solidaires en commun. Les anti-actes d'un colloque inédit*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier/Éditions ouvrières, 2020.

13. C'est ce que Jérôme Saddier, alors président d'ESS France, exprimait en 2020 quand il appelait à « essiser l'économie » ; c'est encore ce qu'ATD Quart-Monde a entrepris avec l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) ou, dans une certaine mesure, ce que les Chambres régionales de l'ESS (CRESS) tentent d'effectuer sur leurs territoires.

14. P. Dardot, C. Laval, *Instituer les mondes. Pour une cosmopolitique des communs*, Paris, La Découverte, 2025.

(ZAD). Interroger le projet politique de l'ESS doit pouvoir indiquer lequel de ces imaginaires et de ces mondes est privilégié par les dynamiques d'institutionnalisation comme par les pratiques des acteurs, tout en se positionnant dans le débat. Le Politique n'est pas ici entendu comme une manière de critiquer les modes d'exercice du pouvoir et les défaillances de la démocratie représentative, mais comme l'espace où se déploient les activités des acteurs, les modes d'organisation et de décision, ou encore les sociabilités internes aux structures de l'ESS, soit autant d'expressions et de manières de formuler un projet de société. Sans nier les conflits et les contradictions, elles débouchent parfois sur la mise en place de véritables espaces publics de proximité autonomes visant une délibération dans un horizon d'égalité, et affirmant une reconnaissance mutuelle d'interdépendance revendiquée<sup>15</sup>. Lorsque ces logiques rencontrent les dynamiques de démocratie participative traduisant la prise en compte des expertises citoyennes, l'épaisseur politique des délibérations développées dans l'ESS trouve sûrement un écho plus large, et leurs relais intensifient probablement des processus d'institutionnalisation publique dans un sens ou dans un autre. Reste qu'à leur échelle, les dynamiques d'autosubsistance et d'auto-organisation en tant que telles ont une teneur politique intrinsèque, et celle-ci doit être mieux comprise si on veut que sa radicalité reste intelligible lorsqu'elle se trouve en voie d'institutionnalisation.

Ce livre entend tracer les chemins possibles pour ce projet politique, en déclinant différentes orientations qui dépassent les approches de la « critique critique » que

---

15. J.-L. Laville, J.-L. Coraggio (sous la direction de), *Les gauches du XXI<sup>e</sup> siècle. Un dialogue Nord-Sud*, Lormont, Le bord de l'eau, 2016.

Philippe Chaniel remettait en question encore récemment : « Lorsque [l']inventivité s'essouffle, lorsque la critique s'exaspère ou se crispe, il semble ne plus rester qu'un fond doctrinaire et idéologique désormais *mainstream*. [...]. N'est-il pas urgent de se demander si, devenue ritournelle quasi mécanique et même prêt-à-penser, la "critique critique" n'a pas épuisé une part essentielle de sa fécondité ? Ou si, pire encore, n'est-elle pas désormais largement contre-productive<sup>16</sup> ? » Toutefois, s'intéresser à la critique de l'économie dominante conduit à prendre en compte ici les interpellations qui sont régulièrement adressées à l'ESS par les partisans d'une alternative radicale ; que l'on se souvienne de celle du Comité invisible<sup>17</sup>, à la période de la loi Hamon en 2014, qui ne voyait dans l'ESS que le cheval de Troyes de la moralisation du capitalisme, ou que l'on prenne au sérieux celle, plus récente, de Sylvaine Bulle qui interroge la capacité de l'ESS à subvertir l'économie quand elle formule une théorie de l'action autonome. Selon Bulle, en effet, l'action autonome nécessite « un contenu, des instruments et des orientations générales collectives qui reconfigurent le rapport à l'économie, aux relations inter-humaines ou au vivant », ces éléments ne pouvant « être assimilés à une économie sociale et solidaire ou à de simples alternatives marchandes solubles dans une démocratie de gestion<sup>18</sup> ». L'ESS, au contraire, du moins dans certaines occasions, ne permet-elle pas d'articuler activités économiques autonomes fondées sur l'entraide

---

16. P. Chaniel, *Nos généreuses réciprocités. Tisser le monde commun*, Arles, Actes Sud, coll. « Questions de société », 2022, p. 18-19.

17. Comité invisible, *À nos amis*, Paris, La Fabrique, 2014.

18. S. Bulle, « Subsistance ou projet d'autonomie ? Les dilemmes de la lutte pour la terre dans les zones à défendre », *EcoRev'*, vol. 55, n° 2, 2023, p. 51.

réciprocitaire et encastremets dans des réseaux de solidarité qui prennent en compte l'humain et le non-humain ? À lire Bulle en tout cas, on comprend combien il est nécessaire de refonder la radicalité du projet politique de l'ESS<sup>19</sup>.

## UN TRIPLE MOUVEMENT POUR PENSER LA RADICALITÉ DE L'ESS

Cette ambition incite à procéder par étapes successives. Le livre à cet égard propose un itinéraire qui chemine en trois étapes : dépasser, et non arrimer, ancrer. Relever le défi politique pour l'ESS suppose d'abord un dépassement des approches économicistes réduisant l'économie à sa forme marchande, qui colonisent les imaginaires et les discours sur les pratiques d'ESS – ce que Polanyi appelle le « sophisme économiciste<sup>20</sup> ». Renforcer son projet politique conduira ensuite à chercher à arrimer la pensée de l'ESS à d'autres réflexions théoriques qui peuvent contribuer à étayer son horizon critique et à lui faire jouer pleinement son rôle dans la fabrique de l'émancipation. Enfin, ancrer ce projet politique dans un mouvement plus radical engagera à intensifier

---

19. On peut ici penser également à la critique plus ancienne formulée par Serge Latouche, qui après le développement durable qualifie l'économie solidaire d'oxymore en identifiant il est vrai l'économie à sa forme marchande, devenue à nouveau dominante. Il affirme alors combien l'éthique altruiste et la solidarité ne sauraient suffire face à la force de l'imaginaire instituant du marché et de l'éthique des affaires. Voir : S. Latouche, « L'oxymore de l'économie solidaire », *Revue du MAUSS*, n° 21, 2003.

20. K. Polanyi, « Le sophisme économiciste », *Revue du MAUSS*, n° 29, 2007, p. 63-79. Ce livre s'inscrit à ce titre en solidarité avec les économistes hétérodoxes qui, par exemple, dans le *Grand manuel d'économie politique*, positionnent l'ESS vis-à-vis du capitalisme entre réparation, réforme et rupture. Association française d'économie politique, Y. Guy, A. Henneguelle, E. Puissant (sous la direction de), *Grand manuel d'économie politique*, Paris, Dunod, 2023.

la perspective substantive. En réancrant l'ESS aux pratiques réciprocitaires telles qu'elles s'expriment, notamment, dans des communautés réduites visant l'autosuffisance par l'auto-gestion (*householding*), on peut en effet souligner la nécessité d'inclure l'ensemble du vivant et les enjeux écologiques en pensant dans un même mouvement les questions de reproduction, de production et de projets politiques.

Les quatre premières contributions nous invitent ainsi à dépasser la voie sans issue pour l'ESS du « sophisme économiste » et de sa version entreprisiste. À travers l'opposition radicale entre deux approches qui sont celles de l'économie solidaire politique et de l'économie sociale d'entreprise, Patrick Gianfaldoni et Laurent Gardin caractérisent les représentations qui permettent d'appréhender les différentes dynamiques à l'œuvre aujourd'hui dans le champ de l'ESS. Surtout, en les déconstruisant, ils contribuent à la nécessaire prise de distance avec le modèle entrepreneurial et le développement des régulations quasi marchandes, tout en s'interrogeant sur l'avenir et ce qui semble traduire la tendance à la domination sans partage de l'économie sociale d'entreprise.

Timotheé Duverger, à partir d'une analyse méso-territoriale du changement économique, s'appuie sur le concept de responsabilité territoriale des entreprises pour dépasser la vision organisationnelle des approches par les coopératives, et lui substituer une lecture des modes de régulation territoriale par la coopération. Ainsi, les innovations sociales pourraient, dans certaines circonstances, devenir véritablement transformatrices et produire des modifications du cadre institutionnel, ce qui le conduit dans un second temps à repartir du concept de marchandise fictive chez Polanyi pour sortir

de la fiction libérale et réencastrent les économies sur leurs territoires dans un projet politique alternatif.

Georgia Bekridaki propose quant à elle une lecture de l'ESS à partir des théories des mouvements sociaux. Après avoir revisité la distinction entre ESS de réparation et de transformation, l'autrice interroge la portée de l'ESS en termes de changement social, en mobilisant la théorie de la structuration sociale comme trait d'union entre les recherches sur l'ESS de transformation et celles sur les mouvements sociaux. Elle est alors en mesure d'établir que l'ESS de transformation contribue à un projet politique porteur d'alternative radicale, à la fois en redéfinissant le champ de l'économie dans une perspective polanyienne, mais aussi en réinterrogeant les rapports de pouvoir et de domination.

Pour clore la première partie, Jean-Louis Laville, Ariádne Scalfoni Rigo et Jeová Torres Silva Junior prennent leur distance avec les approches qui rabattent l'ESS sur les enjeux de travail et d'emploi. Leur approche comparative et par la sociologie des émergences conduit par ailleurs à rendre à nouveau visibles les enjeux politiques intrinsèques des expériences d'économie solidaire à travers deux études de cas : les activités de la banque Palmas ancrées dans un quartier populaire au Brésil et, en France, la genèse et la structuration en réseau des régies de quartier. Ces études font la preuve de l'existence de régimes d'institutionnalisation qui résistent à l'isomorphisme marchand.

De fait, la critique de l'économicisme et de l'imaginaire marchand est au cœur des travaux qui tentent de penser les enjeux politiques de l'ESS, notamment ceux qui s'inscrivent dans les pas de la théorie de l'économie solidaire, et ce livre ne peut que leur réserver une place centrale. Pour autant,

dans la deuxième partie, la réflexion sur le projet politique de l'ESS s'arrime à d'autres pensées de la radicalité. Les trois contributions, d'une manière ou d'une autre, tentent d'apporter un regard nouveau sur ce débat, soit en mobilisant des corpus théoriques plus extérieurs à l'ESS proprement dite, soit en l'articulant un peu plus fermement aux enjeux écologiques.

C'est le cas des analyses de Philippe Corcuff, qui appelle les acteurs et les chercheurs à savoir « penser contre [eux]-même[s] » et à ne pas idéaliser les capacités de renversement qu'aurait l'ESS en se prémunissant contre sa mythification. En s'appuyant sur une critique de la « critique critique », l'auteur éclaire les atouts qui font de l'ESS un champ à privilégier pour remettre en question les institutions dominantes et nourrir la critique sociale, dans une perspective intersectionnelle et émancipatrice<sup>21</sup>. Si l'on suit plus largement Philippe Corcuff, l'approche par le pragmatisme libertaire peut donner à la fois un « horizon » et une « boussole<sup>22</sup> » à l'ESS.

Hervé Defalvard, dans le chapitre suivant, mobilise les apports des théories des communs pour interpréter le projet

---

21. P. Corcuff, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, 2012.

22. Il affirme ainsi à propos du pragmatisme libertaire : « La reformulation anarchiste du pragmatisme pourrait également permettre de détendre et de pluraliser les rapports entre l'action présente et des finalités (ou objectifs, ou buts) que l'on peut être amené à viser à partir du présent. Cela passe, selon moi, par un certain usage, non exclusif, des notions d'*horizons* et de *boussole*. Horizon infiniment devant nous et même redéfinissable en cours de route ; boussole en tant qu'instrument d'orientation révisable en fonction des nouvelles expériences. Un rapport libertaire aux cheminements anarchistes devrait éviter de faire des objectifs d'une société anarchiste une nouvelle façon de sacrifier le présent au futur, comme dans les eschatologies marxistes ou autres des "lendemains qui chantent" ». P. Corcuff, *Enjeux libertaires pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Par un anarchiste néophyte*, Paris, Éditions du monde libertaire, 2015, p. 257.

politique de l'ESS à l'horizon de la « société du commun ». S'arrimer aux communs est indispensable pour affirmer le projet de rupture avec le capitalisme, et c'est ce dont témoigne l'histoire du projet politique de l'ESS. Encore faut-il dénouer les fils qui lient l'ESS et les communs depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. On est ainsi passé d'une attention portée aux communs comme enjeu de gestion collective des ressources naturelles, aux communs du travail comme principe politique d'organisation de la société sur le modèle égalitaire des travailleurs associés. Il convient désormais de penser les communs de territoire pour faire entrer le projet politique de l'ESS dans la définition collective d'une stratégie de basculement plus large, en y intégrant plus fermement les enjeux écologiques<sup>23</sup>.

La deuxième partie se termine avec la contribution d'Éric Dacheux et de Daniel Goujon, qui invitent à repenser le projet politique de l'ESS à partir de la construction de désaccords féconds avec « les nouvelles approches du vivre ensemble ». En proposant de faire alliance avec les approches par les communs et les approches par le vivant, ces auteurs dressent la liste des points qui dans ces pensées permettent de renforcer le projet de dépassement de la vision entrepreneuriale de l'ESS. Ils concluent alors à la nécessité de ne pas gommer les différends avec ces approches, et de prendre au sérieux le principe de la solidarité démocratique au travers du délibéralisme comme outil conceptuel à même de penser un projet politique postcroissance pour l'ESS.

La troisième partie conduit à intensifier la perspective substantive en ancrant ce projet politique dans les pratiques

---

23. H. Defalvard, *La société du commun. Pour une écologie politique et culturelle des territoires*, Ivry-sur-Seine, L'Atelier/éditions ouvrières, 2023.

qui donnent une place centrale à la réciprocité et à l'auto-subsistance ce qui permet de repenser les enjeux de production et de reproduction. De ce point de vue, et à suivre Melaine Cervera et Vincent Lhuillier, les « approches par le vivant », qu'ils caractérisent à partir de l'analyse des travaux des successeurs de Bruno Latour que sont Baptiste Morizot et Vinciane Despret, permettent un décentrement à la hauteur de cette ambition. Une fois précisé ce qui rapproche ces analyses et les débats qui agitent l'ESS, ils en déduisent la nécessité de procéder, en complément, à une relecture de l'œuvre de Polanyi, notamment du principe de *householding* de Karl Polanyi. Sa nécessaire articulation au principe réciprocaire ouvre alors l'horizon d'un avenir de l'ESS fondé sur le don/contre-don et le partage, en prenant en compte l'ensemble du vivant<sup>24</sup>.

Le chapitre suivant d'Isabelle Hillenkamp, ancré sur, dans et avec le terrain des paysannes brésiliennes et de l'agro-écologie, contribue à la refondation du projet politique de l'ESS en confirmant combien la séparation entre production et reproduction dans les pratiques réelles n'a pas de sens. En se situant d'emblée dans l'analyse d'initiatives qu'on pourrait rapprocher du *householding*, elle souligne l'importance

---

24. Même si les éléments avancés sont essentiellement réflexifs, le vivant s'intègre à une approche pragmatiste et expérientiste qui inclut un relationnalisme méthodologique incitant à ne pas faire allégeance à la pureté des modèles théoriques aujourd'hui imposés, en s'inspirant de John Dewey : « À l'écart de l'individualisme et du holisme se développe une théorie de l'interaction, un "interactionnisme". Dans le cas des êtres humains, ce dernier comporte une phase consciente au cours de laquelle s'oriente ou se réoriente la conduite. Comme l'établissement d'une connexion entre subir et agir, une expérience produit des changements dans le soi et l'environnement. » J. Zask, « Anthropologie de l'expérience », dans D. Debaise (sous la direction de), *Vie et expérimentation*. Peirce, James, Dewey, Paris, Vrin, 2007, p. 136.

des pratiques réciprocaires qui s’y déploient, sans négliger pour autant leur inscription dans des relations variées avec les logiques marchandes et redistributives. Surtout, en illustrant la complexité des rapports de genre inhérents à ces pratiques d’autosubsistance, elle s’inscrit dans une orientation éco-féministe et démontre comment, sans nier les conflits et les rapports de domination, les actrices parviennent à renforcer les dynamiques collectives émancipatrices en les renvoyant dans l’espace public<sup>25</sup>.

Enfin, dans sa contribution, Jean-Louis Laville revient sur le projet politique de l’ess en tant que résultat d’un compromis historique institutionnalisé oblitérant aujourd’hui sa dimension politique. En remettant en lumière certaines impasses de l’économie sociale, l’auteur synthétise les appuis théoriques existants et l’évolution des réflexions qui amènent à questionner la légitimité de l’ess à instituer d’autres modalités d’articulation entre politique, économique, social et écologie. Surtout, cette contribution raisonne alors avec les deux précédentes, et conduit à réinterroger l’articulation entre logique réciprocaire et logique redistributive, au moment où les reconnaissances institutionnelles sont de plus en plus fortes et alors que les cadrages et les formats de cette reconnaissance sont de plus en plus contraignants.

En définitive, le triple mouvement auquel invite le livre – dépasser, arrimer et ancrer – suggère que l’essentiel du terreau pour penser la radicalité du projet politique de l’ess se situe sûrement du côté des initiatives citoyennes à la fois

---

25. C. Verschuur, I. Guérin, I. Hillenkamp (sous la direction de), *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l’économie solidaire, repenser la valeur*, coll. « Éclairage », Paris, L’Harmattan, 2021.

enracinées et ouvertes sur leur territoire, à partir du moment où elles sont analysées dans un mouvement plus radical contre la marchandisation, le capitalisme et l'étatisme, tout en remettant au jour les dimensions d'entraides mutuelles intrinsèques à la solidarité et à l'associationnisme.